

La chronologie des faillites mondiales

En règle générale, aux États-Unis, la juridiction de la Mer est administrée par les républicains et la juridiction de l'Air est administrée par les démocrates.

Territoriale

Jurisdiction de la Mer

MUNICIPALE

Jurisdiction de l'Air

1999

Le 7 novembre 1999, la deuxième version incorporée de United States of America Inc. a pris fin et tous les noms des fiducies étrangères créées par FDR ont été libérés par le règlement de la faillite.

En 1999-2000, lors de l'infâme élection présidentielle Bush-Gore et du scandale des tchadiens en Floride, les auteurs ont été obligés d'abandonner Washington, DC et de le laisser vacant pendant 40 jours.

Pendant ce temps, le commandant Russell-J-Gould est intervenu et a récupéré le drapeau du titre IV afin qu'aucune entité étrangère hostile ne puisse en prendre le contrôle ou l'utiliser, il a également rouvert et maintenu ouverts les bureaux du maître de poste et pris d'autres mesures pour garantir le maintien du gouvernement dans son ensemble.

Il a également restructuré les Cours suprêmes Territoriales et MUNICIPALES et a mené des procédures en cour martiale pendant plusieurs mois.

À l'époque, les gens se moquaient de lui, mais il préservait tout le côté public du gouvernement, à l'exception de cette partie maintenue par les États-Unis d'Amérique (non incorporées) qui continuaient à exercer tous les pouvoirs non délégués.

2017

La faillite MUNICIPALE de 2015 a alors contraint les États-Unis territoriaux et ses franchises d'entreprise faisant affaires en tant que Chine (Inc.), Japon (Inc.), État de l'Oregon (Inc.), John Michael Smith (Inc.), Ville d'Omaha (Inc.), Royaume-Uni (Inc.), Floride (Inc.), Canada (Inc.), Australie (Inc.)... conformément au chapitre 11 des règlements de Réorganisation à compter du 1^{er} mai 2017 car ils n'étaient plus les bénéficiaires des franchises MUNICIPALES.

2009

Le Conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale déclare le Système de la Réserve Fédérale en faillite.

2015

2013-16 : MUNICIPAL UNITED STATES, INC. et la cohorte MUNICIPALE « les sociétés de services gouvernementaux » entrent en liquidation judiciaire.

En mai 2015, Barack Obama a déclaré la faillite de UNITED STATES, INC. et a transféré le fardeau de la dette des faux ESTATE TRUSTS (en faillite) individuelles - par exemple, JOHN QUINCY ADAMS, aux tout aussi faux (en faillite) PUBLIC TRANSMITTING UTILITIES - par exemple, JOHN Q ADAMS.

La société MUNICIPALE du DISTRICT DE COLUMBIA et des ÉTATS-UNIS, INC., ainsi que les agences de trois lettres (CIA, FBI, DOJ ...) ont fait faillite et ont fait l'objet d'une liquidation involontaire du chapitre 7 en 2015.

Également composé de 10 000 franchises INCORPORÉES opérant en tant qu'oligarchies MUNICIPALES : « ÉTAT DE », « VILLE DE », « VILLAGE DE », « CANTON DE », « ARRONDISSEMENT DE ».

Les ÉTATS-UNIS, INC. et toutes ses franchises MUNICIPALES faisant affaires en tant que CHINE (INC.), JAPON (INC.), INDE (INC.), ÉTAT DE L'OREGON (INC.), JOHN MICHAEL SMITH (INC.), VILLE D'OMAHA (INC.), ROYAUME-UNI (INC.), FLORIDE (INC.), CANADA (INC.), AUSTRALIE (INC.)... est entré en liquidation au chapitre 7 en 2015.

2020

La US Corporation a déposé son bilan le 4 mai 2020 comme en témoignent le document principal et la signature de son PDG.

Cas de faillite du chapitre 11 de la société des États-Unis n° 20-40375-KKS Tribunal de la faillite des États-Unis, districts du nord de la division de Tallahassee en Floride :

Numéro d'identification fiscale 13-6149455

4-5-2020

Décédés ss # 126-56-2303 - utilise le nom « Roger Allen Moore »

Numéro DUNS 040539587, 003254885

Bureau exécutif du gouvernement des États-Unis - Adresse WH (la maison blanche) signé par le président Trump / PDG Représenté par Phelps Dunbar

Washington a été fermée pendant 90 jours à partir de mars 2020 et se terminant techniquement le 17 juin, mais officiellement, le 22 juin. Les bureaux étaient dotés de "personnels d'urgence".

2021

USA CORP a fermé ses portes le 7 janvier 2021. US CORP a été fermée le 19 janvier 2021.

USA CORP a été mis en faillite et réglé le 7 janvier 2021, ainsi que les UNITED STATES OF AMERICA, Ltd., qui ont pris fin le 19 janvier 2021.

La faillite de « the » UNITED STATES OF AMERICA, Ltd., la version la plus récente de USA CORP, a été enregistrée à Londres un an et demi auparavant. La République des États-Unis d'Amérique était le seul bénéficiaire.

Comment fonctionne le Global Estate Trust ?

Pourquoi n'en ai-je pas entendu parler avant ? Le Global Estate Trust a plus de 400 ans. Il était plus ancien que les États-Unis d'Amérique ne le sont aujourd'hui lorsque les États-Unis d'Amérique ont été formés. Il a organisé la planète entière selon son système de districts postaux - également appelés « districts fédéraux » en Amérique. Le Global Estate Trust et les services qu'il fournit - services juridiques, services bancaires, services de police, services postaux - sont si omniprésents, si intégrés dans le monde entier, que nous tenons son existence pour acquise et pensons à tort que notre gouvernement individuel fournit tout cela.

La vérité est que le soi-disant « gouvernement fédéral » en Amérique a toujours été détenu et exploité comme une société de services gouvernementaux privée à but lucratif opérant sous contrat pour fournir certains services gouvernementaux stipulés, et - plus tard dans l'histoire, a été exploité comme un société faïtière avec des filiales créées sous forme de franchises et d'agences en sous-traitance pour fournir ces mêmes services par le Global Estate Trust et ses filiales nationales.

Remarque : Au XVIII^e siècle, lorsque le contrat d'équité original connu sous le nom de « The Constitution for the united States » a été rédigé, le mot « fédéral » était un synonyme de « contrat », de sorte que la nature du gouvernement en tant qu'entité sous contrat pour fournir des services était évident pour les gens. Les législatures des États formées pour représenter la juridiction territoriale en tant que nations distinctes - l'équivalent plus large des cités-États - et les habitants de ces États organiques étaient clairement conscients de la nature subordonnée du gouvernement fédéral dans toutes les questions qui ne lui étaient pas clairement déléguées comme l'étaient les Fondateurs et rédacteurs de la Constitution. L'article X réserve clairement tous les autres droits aux États et au peuple.

En résumé, notre planète entière reçoit des services gouvernementaux d'une gigantesque direction de fiducie imbriquée : le Global Estate Trust. La douceur avec laquelle des générations de papes ont exercé leur pouvoir en tant qu'administrateur ultime ne doit pas être confondue avec un manque de pouvoir, mais plutôt comme un respect pour le libre arbitre et une réticence à interférer avec ceux qui sont chargés d'administrer leurs propres affaires. Dans le domaine temporel, un Pape est un homme comme n'importe quel autre homme, et il est souvent difficile d'obtenir tous les faits et d'être assuré d'une action juste. La retenue et la tolérance ont donc été les maîtres mots de l'exercice du pouvoir temporel par les papes pendant de nombreuses décennies, mais nous sommes maintenant entrés dans une période où la corruption et la criminalité ont tellement progressé parmi de nombreuses sociétés de services gouvernementaux dans le monde que le maintien du rôle d'administrateur mondial a exigé une action du Pape et du Saint-Siège.

Au fil du temps, des centres de services spécialisés organisés en cités-États distincts ont pris en charge des aspects spécifiques des opérations du Global Estate Trust. Ce soi-disant « Empire de la ville » s'étend sur le globe. Rome et la Cité du Vatican restent la base des opérations responsables de l'administration globale dans le monde entier. Le Inner City of London, également connu sous le nom de « Westminster », est une cité-État internationale distincte et indépendante au sein de Londres et abrite le Crown Temple qui administre les services juridiques et abrite également le centre de services bancaires internationaux de Fleet Street. Le District de Columbia, une autre cité-État, est le centre des services de défense et de police du monde entier. Les Nations Unies, encore une autre cité-État indépendante, sont la plaque tournante du commerce international, de l'aide et des négociations.

Au fil du temps, la prestation de ces nombreux services a été organisée par des sociétés et des organisations à but lucratif distinctes opérant dans chaque pays sous les auspices d'une organisation de gestion fiduciaire faisant office de gouvernement national. Presque tous les gouvernements nationaux ont été incorporés par le Saint-Siège. Le gouvernement national américain ne fait pas exception.

Remarque : en 2008, il ne restait plus qu'une poignée de gouvernements légaux non incorporés dans le monde : le Saint-Siège, l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord, quelques royaumes insulaires du Pacifique et... les États-Unis d'Amérique non incorporés.

Le Pape agissant dans son office temporel et le Saint-Siège et ses bras de gestion administrative - le Vatican, la Curie romaine, la Couronne britannique, le Temple de la Couronne, les Nations Unies, le Pentagone, la Banque du Vatican, l'Union postale universelle et un grand nombre d'autres franchises et filiales du Global Estate Trust - fournissent presque tous les services gouvernementaux dans le monde, en plus de leurs rôles dans l'administration de diverses obligations dues aux nombreuses fiducies nationales.

Le Global Estate Trust est de loin la plus grande entreprise au monde. En effet, le concept même « d'incorporation » a été créé par le Saint-Siège et les entités constituées continuent d'être créées et administrées entièrement sous les formes de droit d'auteur et de droit administratif de la Curie romaine. Le Pape a le droit incontesté de liquider toute entité constituée qui ne fonctionne pas légalement et conformément à sa charte. Il peut également ordonner la disposition des actifs de la société aux créanciers de toute entité constituée qu'il liquide, et peut modifier ou annuler toute loi adoptée par tout gouvernement constitué à sa guise. Les gens ne voient pas le Global Estate Trust, de la même manière qu'ils ne voient pas la Terre sous leurs pieds. Il a toujours été là. Ils le tiennent pour acquis comme faisant partie du paysage du monde, mais en fait, c'est le résultat d'efforts inlassables, conscients et déterminés déployés au cours des siècles. Il existe essentiellement un « gouvernement mondial unique » et il a été présent tout au long du développement du continent nord-américain en tant que puissance commerciale et politique, depuis les premières explorations et colonisations jusqu'à nos jours.

Qu'est-ce que le Pape, le Saint-Siège et le Vatican ont à voir avec quoi que ce soit ?

Toutes les formes de droit commençant par le droit ecclésiastique et y compris l'ancien droit marchand et le droit de la mer, le droit civil romain et, plus récemment, le Code commercial uniforme et le Code pénal international sont finalement définis par le Saint-Siège et administrés par la Curie romaine, sous la tutelle du Pape. Le contrôle et la garde des formes juridiques antérieures ont été entrepris par le Saint-Siège pendant le premier Saint-Empire romain germanique (800 après JC) et par contrat et consentement, sont restés sous le contrôle du Saint-Siège depuis lors. Les deux formes de loi les plus récentes, le Uniform Commercial Code et le Code Pénal International sont protégés par les droits d'auteur des filiales du Vatican.

La papauté a fonctionné dans deux rôles distincts pendant plus de 1200 ans, exerçant à la fois des pouvoirs sacrés et temporels. Le Pape est nommé dans deux fonctions distinctes et porte deux chapeaux différents. En tant que chef de l'Église et dans sa fonction sacrée, il est à juste titre considéré comme « Sa Sainteté le Pape Francis ». En tant que PDG en charge des affaires commerciales mondiales exécutant les pouvoirs temporels du second office, il agit en tant que « FRANCISCUS », le Pontife.

Les devoirs des deux bureaux sont distincts et pourtant finalement interdépendants, en raison de la responsabilité du pape de superviser le Global Estate Trust. Depuis les années 1400, chaque pape a agi en tant qu'administrateur et intendant ultime de la Terre entière conçue comme une fiducie : le Global Estate Trust. Cette fiducie, qui a été créée il y a plus de 400 ans, est divisée en trois juridictions : l'Air, la Terre et la Mer. Tous trois sont ensuite divisés en royaumes des vivants et des morts - les êtres vivants de chair et de sang, hommes et femmes, et animaux et autres créatures dans lesquelles le sang coule ou la sève monte, les morts étant toutes ces entités organiques qui sont mortes et toutes les entités juridiques de fiction, telles que les fiducies, les sociétés, les fondations, les services publics de transmission, les coopératives, les sociétés à responsabilité limitée, etc.

La Jurisdiction de l'Air reste avec le Saint-Siège, est de nature universelle, globale et inclusive indépendamment des préférences ou croyances religieuses individuelles, régit toutes les affaires de la surface de la Terre aux Cieux, est habitée par des êtres spirituels vivants et morts, a une population mondiale, fonctionne sous la Loi de l'Amour et l'Ancienne Loi du Libre Arbitre et est administrée via le droit canon ecclésiastique généralement sous la direction des Recteurs des Sanctuaires Nationaux établis dans chaque pays.

La juridiction de la Mer a un caractère international, a une citoyenneté internationale, règle toutes les affaires sur ou directement sous la surface des mers et des eaux intérieures navigables, est habitée par des hommes et des femmes vivants connus sous le nom de marchands et marins, et toutes les créatures marines vivantes, comme ainsi que tous les navires et entités de fiction juridique engagés dans des affaires et des contrats maritimes et d'amirauté, fonctionnent en vertu du droit marchand (maritime) et du droit de la mer (amirauté) et sont administrés dans le monde entier par le British Crown Temple faisant affaire sous le nom de Inner City of London aussi connu comme « Westminster » et les seigneurs de la mer.

La juridiction de la Terre a un caractère national, est habitée par des hommes et des femmes vivants, ainsi que par des créatures et des plantes terrestres, a une citoyenneté fondée sur la nationalité et qui, dans la plupart des cas, comprend à la fois des hommes et des femmes vivants et des entités de fiction juridique, règle les affaires de la terre de la surface aux profondeurs en dessous, fonctionne en vertu de la loi du pays et est administré dans le monde entier par l'Union postale universelle et les différents maîtres de poste nationaux.

Chaque juridiction - Air, Terre ou Mer - a ses propres formes juridiques. L'Air fonctionne selon le droit ecclésiastique et canonique. La Mer fonctionne selon le droit marchand et le droit de la mer. La Terre fonctionne en vertu de la loi du pays.

C'est la grande image, et en fin de compte, tout est administré par le Saint-Siège et l'Église catholique romaine, qui a lutté pour maintenir un "royaume ordonné et pacifique sur Terre" et a parfois été accablé par son histoire, la corruption et l'erreur humaine.

De par sa nature et sa fonction, le Global Estate Trust a établi une vaste direction de fiducie imbriquée qui existe dans le monde entier et s'étend du Saint-Siège jusqu'au niveau local de l'administration gouvernementale.

Une fiducie est formée lorsqu'un donateur confie des atouts à un fiduciaire pour le bien des bénéficiaires. En formant le Global Estate Trust, il a été considéré que Jésus-Christ a placé la planète entière sous la garde de Saint-Pierre, que le Pape est le successeur de Pierre, et au fil du temps, il a été réalisé que toutes les personnes et créatures vivantes sont destinées comme bénéficiaires de la Global Estate Trust, pas seulement les membres de l'Église catholique romaine. Cette prise de conscience est l'un des résultats les plus directs de la Réforme Protestante, qui a affirmé la domination individuelle sur la Terre comme accordé dans Genèse 1:26-28. Aujourd'hui, comme l'ont confirmé les papes Jean-Paul II, Benoît XVI et Francis, le Global Estate Trust sert tout le monde, sans distinction de foi, de couleur ou de croyance.